



CHRISTIAN ALSPANGS

AVENIR INCERTAIN Selon le BIT, ce n'est pas avant 2017 que le taux de chômage des jeunes en Europe devrait retrouver son niveau d'avant-crise.

Génération sacrifiée

Jamais les jeunes Européens n'ont été aussi bien formés. Jamais non plus ils n'ont été autant à être au chômage. Une situation dramatique qui va durer.

KEVIN GERTSCH

Des auditoriums bondés, des files d'attente interminables à la cafétéria à midi, des bibliothèques saturées jusqu'à tard le soir... Depuis une dizaine d'années, les universités européennes sont littéralement prises d'assaut par un nombre croissant d'étudiants en quête du saint Graal: un diplôme supérieur.

Preuve en est, la part des 25-34 ans titulaires d'un titre universitaire ne cesse de grimper en Europe: entre 2000 et 2011, elle est passée de 22,9% à 34,2%. Jamais jusqu'alors la jeune génération n'avait été aussi hautement formée. Bachelor ou master en poche, ils sont ainsi chaque année des dizaines de milliers à quitter les bancs des facultés, prêts à inonder le marché du travail de leurs connaissances aiguës. Une réussite de la démocratisation des études? Un épouvantable gâchis. Depuis le début de la crise en 2008, décrocher un

premier emploi lorsqu'on a moins de 25 ans est devenu un défi quasi insurmontable. Moins d'une chance sur deux seulement à Athènes où le taux de chômage des jeunes s'élevait à 57% en août dernier. Du jamais vu. Si la Grèce, rongée par le surendettement et entraînée dans la spirale infernale de la récession, est à l'heure actuelle le cas le plus emblématique sur le Vieux Continent, elle est pourtant loin d'être isolée.

Paradoxe. Le pays dépasse à peine l'Espagne, où 54,2% de la nouvelle génération est sans travail. Le Portugal (35,1%), l'Italie (35,1%) et, dans une moindre mesure, la Pologne (26,6%) ainsi que la France (25,7%) assombrissent un panorama totalement sinistré, pour un taux de chômage global de 22,8% à l'échelle de l'Union européenne.

Le gaspillage absolu promet de durer: ce n'est pas avant 2017, selon les prévisions

du Bureau international du travail (BIT) à Genève, que le taux de chômage des jeunes en Europe devrait retrouver son niveau d'avant-crise (15%).

Valeriano Gómez, ex-ministre du Travail au sein du gouvernement Zapatero en Espagne, invité à Genève en octobre dernier à donner une conférence sur l'emploi en Europe, confie son dépit: «Nous avons les jeunes adultes les plus instruits de l'histoire, mais jamais ils n'auront été autant à être dans la précarité.» Le malaise est profond, paradoxal, perturbant: longtemps perçues comme une assurance contre le chômage, les hautes études n'ont plus l'effet protecteur qu'on leur attribuait.

Un effet passager de la crise? Hélas, non. «Dans les pays européens, le taux de chômage des 15-24 ans est traditionnellement deux à trois fois supérieur à celui de l'ensemble des actifs, explique Ekkehard Ernst, responsable de l'Unité des >>>

>>> tendances de l'emploi du BIT. L'accès au premier emploi a toujours été un problème. Il prend souvent du temps. Logiquement, les jeunes sont les premières victimes du marasme économique actuel.»

Rigidité. La crise fait aussi émerger des problèmes structurels plus profonds dans beaucoup de pays européens. A commencer par une trop forte réglementation du marché du travail. «Dans les pays les plus touchés par le chômage des jeunes, on a historiquement cherché à sécuriser au maximum les conditions de travail des personnes déjà en emploi en offrant de nombreuses protections contre les licenciements», indique Yves Flückiger, vice-recteur de l'Université de Genève et spécialiste du marché de l'emploi.

Le marché du travail se divise ainsi cruellement entre *insiders* – ceux qui ont un emploi – et *outsiders* – ceux qui n'en ont pas, très souvent des jeunes. En Italie par exemple, la loi sur le travail ne permet pas de licencier plus de quinze employés à la fois, même lorsqu'une entreprise traverse une mauvaise passe. «Dans ces conditions, les sociétés rechignent à engager de jeunes travailleurs par peur de devoir payer des pénalités de licenciement. Sans qu'on l'ait voulu, ces législations ont créé des barrières à l'embauche, dont la rigidité est accentuée en temps de crise», poursuit Yves Flückiger.

La flexibilité se reporte ainsi sur les jeunes qui, faute de mieux, se voient contraints d'accepter des stages ou des contrats de courte durée et mal rémunérés afin d'engranger malgré tout de l'expérience, comme le relève Eric Heyer, directeur adjoint du département Ana-

ON A CHERCHÉ À SÉCURISER AU MAXIMUM LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES PERSONNES DÉJÀ EN EMPLOI.

Yves Flückiger,
vice-recteur de l'Université de Genève et spécialiste du marché de l'emploi

lyse et prévision de l'Observatoire français des conjonctures économiques à Paris: «A l'heure actuelle, 90% des contrats signés en France portent sur des durées déterminées. Parmi eux, les trois quarts sont conclus pour moins d'un mois. Cela oblige les jeunes à faire des va-et-vient entre de courtes périodes en emploi et de plus longues au chômage, même si leurs compétences sont excellentes.»

Trop d'universitaires. Les experts dénoncent aussi la perversité des systèmes de formation européens: la transition entre le monde éducatif et celui de l'entreprise est trop abrupte. «Dans plusieurs pays, il n'y a pas de structure qui permet d'intégrer de manière progressive le marché du travail à la fin de la scolarité obligatoire», dénonce Ekkehard Ernst.

Dès lors, celui qui décide de ne pas poursuivre ses études est un laissé-pour-compte, relève Gérard Duthil, maître de conférences en sciences économiques à l'Université de Rouen. «En France, comme ailleurs, on a assisté à une dévalorisation des cols bleus au début des années 1980. Avec la tertiarisation de l'économie, les Etats ont pensé qu'ils n'auraient plus besoin de personnel apte

à travailler dans des métiers techniques ou manuels. D'où une volonté de démocratisation des études supérieures.» Mais l'hypervalorisation des diplômes ayant entraîné une véritable course aux formations universitaires, la plupart des Etats européens sont victimes d'un violent retour de bâton accentué par la crise économique: ils ne peuvent plus absorber l'arrivée massive de ces cerveaux sur leurs marchés de l'emploi.

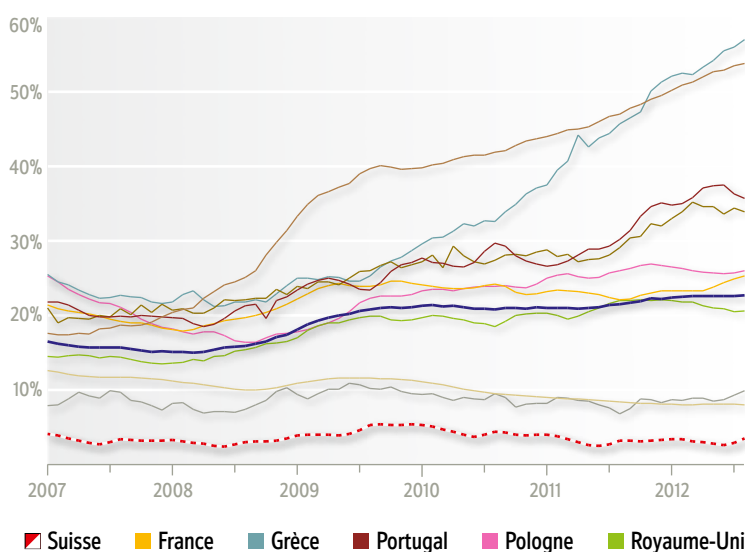
Presque incroyable: selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), en Grèce, en Italie et au Portugal, les jeunes diplômés du degré tertiaire ont plus de risques de se retrouver au chômage qu'un camarade peu formé.

D'autant que la démocratisation des études a surtout provoqué un engorgement dans les filières en inadéquation totale avec les besoins de l'économie. La France en constitue un exemple dramatique: «On a du mal à le reconnaître, mais on forme trop de diplômés en lettres et en sciences humaines, dont les compétences sont peu recherchées en regard de celles des ingénieurs. L'accès aux études en lettres étant peu sélectif, tous les jeunes qui ne savent pas quoi faire s'y retrouvent par défaut», indique Olivier Galland, directeur du groupe d'étude des méthodes d'analyse sociologique à la Sorbonne.

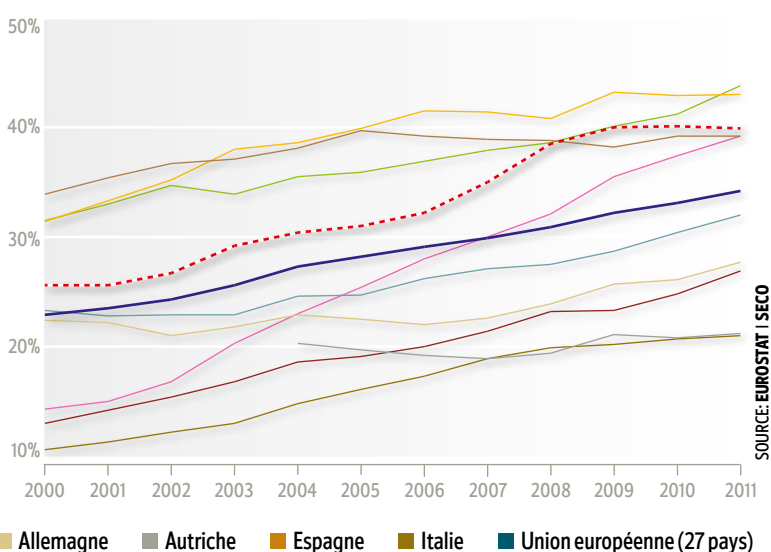
Le conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann aurait-il donc eu raison en affirmant récemment que la Suisse distribuait trop de maturités, ces passeports indispensables pour accéder à l'université? «C'est une vue de l'esprit qui ne correspond pas du tout à la réalité. Le fonctionnement de l'économie helvétique, largement tournée vers des secteurs à

TOUJOURS PLUS DE JEUNES SANS EMPLOI MALGRÉ UN NIVEAU DE FORMATION EN CONSTANTE AUGMENTATION

Établi à 16,5% en 2007, le taux de chômage des 15-24 ans atteignait 22,7% en août dernier. Ce sont surtout les pays du sud de l'Europe qui sont les plus touchés, à l'instar de la Grèce où 57% des jeunes n'ont pas de travail.



En à peine plus de dix ans, la part des jeunes adultes de 25 à 34 ans titulaires d'un diplôme de degré tertiaire est passée de 22,9% à 34,2% en Europe.



SOURCE: EUROSTAT | SECO

haute valeur ajoutée, est totalement différent de celui de l'Espagne ou de la France, conteste Ekkehard Ernst. Au contraire, elle ne forme pas assez d'universitaires en regard de ses besoins. Pour l'heure, c'est l'immigration qui compense ses lacunes.»

L'exemple helvétique. Le manque de force de travail hautement qualifiée que connaît la Suisse s'explique par le développement d'une filière de formation professionnalisante, à l'instar de l'Allemagne, de l'Autriche, des Pays-Bas et du Danemark: «Le modèle dual, plus connu sous le nom d'apprentissage, répartit mieux les jeunes dans les canaux de formation et désengorge les filières d'études supérieures», poursuit Ekkehard Ernst. La combinaison entre structure éducative et expérience professionnelle permet d'insérer en douceur un maximum

leurs propres besoins. Mais cela prendra beaucoup de temps», poursuit Yves Flückiger.

La colère qui gronde parmi la jeune génération n'est donc pas près de s'éteindre. Car du temps, il en faudra également pour voir la situation économique s'améliorer. Pour l'heure, le niveau d'activité est au plus bas. Ekkehard Ernst avertit: «Il n'y aura pas de création importante d'emplois dans un futur proche. A moins qu'on assiste à une accélération importante de la croissance, il faudra deux à trois ans avant que la tendance ne s'inverse selon nos prévisions.»

Stigmatisés à vie. Alors que faire? A court terme, la seule solution pour les diplômés désœuvrés, c'est l'émigration. Si elle touche déjà les jeunes sans qualifications, les diplômés des hautes écoles, encore aidés par leurs parents, rechignent

jusqu'à présent à leur emboîter le pas.

En Espagne, la donne a changé depuis l'été, indique Amparo Serrano Pascual, professeure de sociologie à l'Université Complutense de Madrid:

«Emigration, les universitaires n'ont plus que ce mot-là à la bouche. Ils sont de plus en plus nombreux à prendre des cours d'allemand. Un départ vers l'Allemagne, l'Autriche ou la Suisse est vu comme la seule issue possible, avec l'espoir de revenir un jour.»

Et les centaines de milliers de jeunes chômeurs qui resteront au pays, dans quel état se relèveront-ils une fois la tempête passée? Eric Heyer se fait sombre: «Après plusieurs années au chômage, on devient moins attractif pour un employeur. C'est un effet psychologique. Ainsi, lorsque les entreprises se mettent à réengager, ces jeunes risquent de se faire devancer par ceux qui termineront leur formation à ce moment-là.» Surtout, ils risquent de pâtir longuement des effets néfastes liés à l'impossibilité de travailler. Dix à quinze ans, c'est, selon le BIT, le temps qu'il faut à un jeune ayant été au chômage pendant plus de six mois après l'obtention de son diplôme pour parvenir au niveau de salaire qui correspond à celui d'un condisciple ayant pu s'insérer immédiatement sur le marché du travail.

Ils sont donc plusieurs millions à risquer d'emprunter une trajectoire de revenus beaucoup plus faibles que leurs prédécesseurs. Et Eric Heyer de conclure sur un ton encore plus grave: «De manière générale, on tend vers une réduction de la qualité de vie. C'est malheureux, mais cette génération sacrifiée portera sur elle toute sa vie les stigmates d'une crise dont elle n'est pas responsable.»

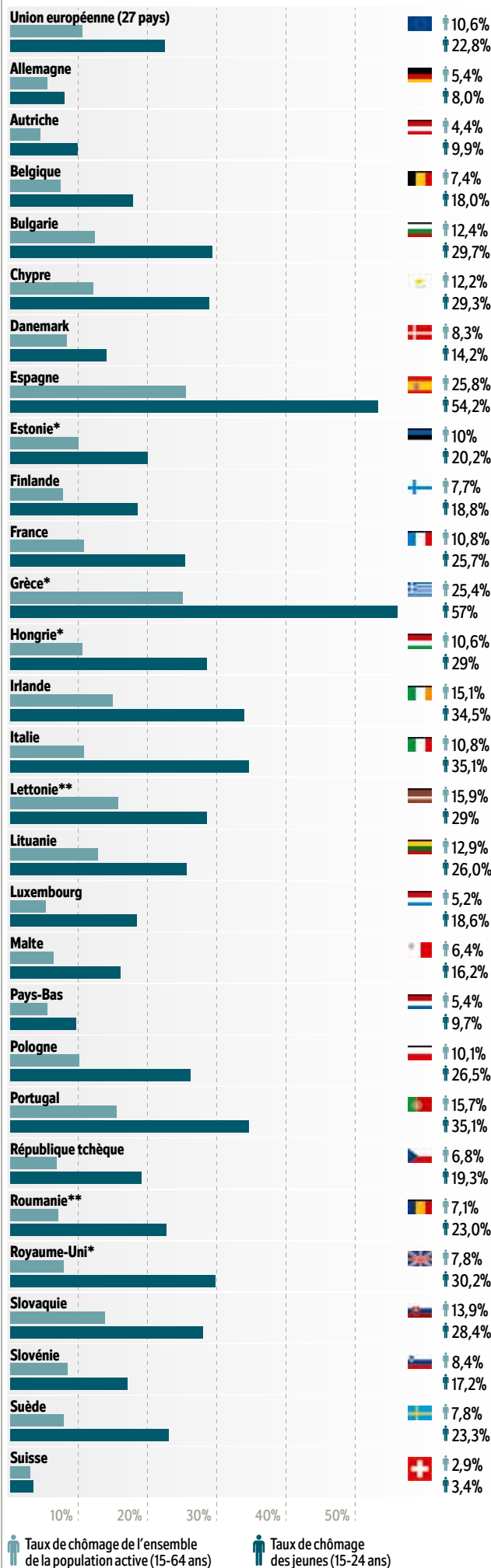
ÉMIGRATION, LES UNIVERSITAIRES N'ONT PLUS QUE CE MOT-LÀ À LA BOUCHE.

Amparo Serrano Pascual, professeure de sociologie à l'Université Complutense de Madrid

de jeunes sur le marché du travail. Cet agencement est d'ailleurs d'une efficacité redoutable: avec un taux de chômage de 3,4% parmi les moins de 25 ans, en septembre dernier, la Suisse a de quoi faire rêver plus d'un pays du sud de l'Europe. Le constat est sans appel: «Entre pas d'études du tout et études universitaires, les pays les plus touchés par le chômage des jeunes auraient dû trouver un entre-deux pour diversifier les types de formation. Ils n'ont pas assez mis l'accent sur les voies professionnalisantes à l'échelon intermédiaire. Cela aurait permis d'éviter le goulot d'étranglement auquel on assiste dans les universités actuellement», déplore Anne Sonnet, économiste à l'OCDE.

Tissu de PME. La transposition du modèle d'apprentissage à l'étranger ne serait-elle pas la solution miracle pour résoudre le problème du chômage des jeunes? Yves Flückiger en doute: «Une exportation systématique serait difficile.» Car si la Suisse a réussi à mettre en place un tel modèle, c'est avant tout grâce à la particularité de son tissu économique, composé en grande partie de PME qui rendent le marché de l'emploi extrêmement dynamique. De plus, le système dual implique un dialogue étroit, décentralisé, entre les entreprises et les sphères de la formation. «Souvent, les pays qui nous entourent, à l'exception de l'Allemagne, ne répondent pas à ces exigences de base. La meilleure solution serait qu'ils piochent certains éléments dans notre modèle pour les adapter à

LES JEUNES, DEUX À TROIS FOIS PLUS TOUCHÉS PAR LE CHÔMAGE



Chiffres de septembre 2012 sauf: *août 2012 et ** juin 2012 SOURCE: EUROSTAT | SECO